

Repères et indicateurs



République démocratique – régime parlementaire

Superficie :
27 748 km²

Population (2006) :
8 308 500 habitants

Densité :
300 h/km²

Capitale :
Port-au-Prince

Langue officielle :
Français et créole haïtien

Taux d'alphabétisation (2003) :
53 % (H=55% ; F=50%)

Taux de croissance annuel :
2,30 %

Taux de natalité (2006) :
36 ‰

Taux de mortalité (2006) :
12 ‰

Taux de mortalité infantile (2006) :
72 ‰

Espérance de vie (2006) :
53 ans (H=52 ans ; F=55 ans)

Taux de migration (2006) :
1,31 ‰ – (10 900 personnes)

Croissance du PIB (2005) :
1,80 %

PNB par habitant (2005) :
1 300 €

Indice de Développement Humain (2003) :
(IDH=0,475/1) rang : 153^e/177

Indicateur de Pauvreté Humaine (2000) :
(IPH-1=42,3) rang : 71^e/84

→ (les chiffres sont des estimations à la date donnée)



Partenariat

Caritas est un réseau international de 145 associations fondé il y a 50 ans par Monseigneur Rodhain. Elle est inscrite dans le répertoire des ONG (organisation non gouvernementale) de solidarité internationale et a comme objectif principal le développement et l'éducation.

Dans chacun des neuf diocèses d'Haïti existe une Caritas qui comprend quatre secteurs d'activité : l'agriculture, l'éducation, l'assistance-migration et la santé.

Responsable TdHF-AL68

Christian BRIE
3 rue Pierre Curie 68200 MULHOUSE
Téléphone : 03 89 32 86 34
Courriel : ghis.chris.brie@wanadoo.fr

Histoire

En créole, le pays est appelé Ayiti. Chez les Taïnos, Ayiti signifiait Terre des hautes montagnes ou La montagne dans la mer. Lorsque les Français occupèrent la partie occidentale de l'île d'Hispaniola, ils francisèrent le nom en usage chez les Espagnols Santo Domingo en Saint-Domingue. De 1630 à 1664, ce nom resta informel jusqu'à ce que Colbert incorpore la colonie de Saint-Domingue à la Compagnie des Indes Occidentales. Le 1er janvier 1804, en déclarant l'indépendance du pays, Jean-Jacques Dessalines lui redonne le nom indien d'Haïti, désireux de rompre avec les appellations française et espagnole.



Dessalines se fit proclamer gouverneur à vie, fit exécuter les Blancs restés sur l'île et gouverna en despote. Il périt assassiné le 17 octobre 1806. Le pays se partagea alors entre un royaume au nord et une république au sud. Le président Jean Pierre Boyer, qui gouverna l'île pendant 25 ans, fit réunifier ces deux parties.

Le 11 juillet 1825, le roi de France Charles X menaça de reconquérir l'île. Boyer dut signer un traité selon lequel la France ne reconnaissait l'indépendance du pays qu'en échange d'une indemnité de 150 millions (ramenée en 1838 à 90 millions) de francs-or. Le peuple haïtien réclame aujourd'hui le remboursement de cette indemnité à la France, qu'il rend responsable de l'état actuel de son économie. Le gouvernement français ignore cette réclamation depuis toujours, en toute discrétion.

Une longue succession de coups d'État suivit le départ de Boyer. Le pays s'appauvrit. Au début du 20^{ème} siècle, le pays était en état d'insurrection quasi-permanente. De 1957 à 1986, régna la dictature des Duvaliers, sous lesquels le système de délation et d'escadrons de la mort dits Tonton Macoute fut mis sur pied.

L'ancien prêtre Jean-Bertrand Aristide remporta les élections en décembre 1990. Son mandat débuta le 7 février 1991, mais un coup d'État le renversa dès le mois de septembre. En 1994, il fut rétabli au pouvoir. Il quitta la présidence en 1995 et fut réélu en 2000. Après plusieurs mois de manifestations, Aristide fut emmené en exil aux États-Unis. En février 2006, suite à des élections marquées par des incertitudes, René Préval, proche d'Aristide et ancien président de la République d'Haïti entre 1995 et 2000, a été élu.

Contexte

La Caritas du Cap-Haïtien fut fondée en 1976. Elle débuta par des opérations d'assistance, particulièrement de distribution d'aliments, vêtements aux familles déshéritées, victimes de cyclones et autres catastrophes naturelles. Pendant 10 ans, de 1976 à 1986, les activités d'assistance constituèrent le lot principal des interventions de la Caritas du Cap. Cette tendance fut entrecoupée dans les années 1980 par des initiatives timides dans le domaine du développement telles des activités d'élevage et de culture attelée.



La tendance "développement" se renforça au milieu des années 1980 avec la décision de la Conférence Épiscopale d'investir le champ du développement et particulièrement les secteurs agriculture, éducation, santé. Cette tendance connut son plein essor de 1986 à 1991.

Pendant deux ans, après le coup d'état de 1991, la Caritas du Cap fut dirigée par un comité de gestion. C'est dans cette période de transition que se fit la séparation de la grande Caritas du Nord en Caritas du Cap-Haïtien et Caritas de Fort-Liberté.

La Caritas du Cap-Haïtien intervient dans plusieurs secteurs :

- Agriculture,
- Education formelle,
- Education Pastorale familiale et promotion féminine,
- Santé,
- Administration et Comptabilité, etc.



Objectifs et bénéficiaires

Réduire l'impact des désastres par la prévention et l'assistance aux victimes en recherchant la participation locale dans la protection civile et la recherche de concertation avec les institutions intervenant dans les urgences.

Promouvoir la capacité intellectuelle ou manuelle des plus pauvres en leur fournissant un appui financier, technique et organisationnel permettant leur réinsertion sociale.

Faciliter le regroupement et la formation de la population pour accéder aux soins de santé, en offrant des services de qualité, en faisant la promotion de la médecine traditionnelle, en vue de la prise en charge de la santé communautaire par la population et la responsabilisation de l'état dans le domaine.

Améliorer la qualité de l'enseignement dans les écoles presbytérales en favorisant une meilleure prestation des professeurs, en encourageant l'intégration des écoles dans les communautés.

Renforcer la participation des femmes dans le développement de leur communauté en encourageant le développement de leur autodétermination, en les aidant à améliorer leur capacité organisationnelle par la formation et la recherche de leur autonomie.

Appuyer le renforcement des organisations d'agriculteurs tout en développant des actions pouvant améliorer la production et les revenus pour la prise en charge du développement agricole local et une meilleure gestion des ressources naturelles par ces organisations.



Activités et moyens

Le secteur "Éducation" de la Caritas est dirigé par un Comité Diocésain de l'Éducation (CDE) qui définit les orientations. C'est le Bureau Diocésain de l'Éducation (BDE), avec lequel L'Association Locale du Haut-Rhin de Terre des Hommes France a un contrat, qui a la mission d'exécuter les décisions prises. Le CDE de Cap Haïtien a été créé en 1979 et le BDE en 1986.

Grâce à un personnel qualifié et dévoué, les activités du secteur Éducation sont les suivantes :

- **assurer** l'encadrement administratif et pédagogique de 90 écoles presbytérales dispersées dans les bourgs et surtout dans les campagnes ;
- **procurer** un appui au fonctionnement de ces écoles grâce à une subvention annuelle provenant d'organismes étrangers, couvrant environ 40 % de leurs besoins financiers ;
- **dispenser** une formation professionnelle aux directeurs d'écoles et aux maîtres, à l'École de Formation des Maîtres ouverte depuis 1996 ;
- **organiser**, avec le secteur "Agriculture" de la Caritas, la mise en œuvre d'un programme de protection de l'environnement qui doit s'étendre à travers tout le département par le biais des 90 écoles presbytérales et des 70 écoles catholiques autonomes.
- **encadrer** des activités d'alphabétisation et de reboisement dans plusieurs zones.



Financement

Le budget du projet CARITAS est de 22 500 € entièrement financés par l'Association Locale du Haut-Rhin.

Celui-ci est réparti comme suit :

- 7500 € en 2005
- 7500 € en 2006
- 7500 € en 2007